

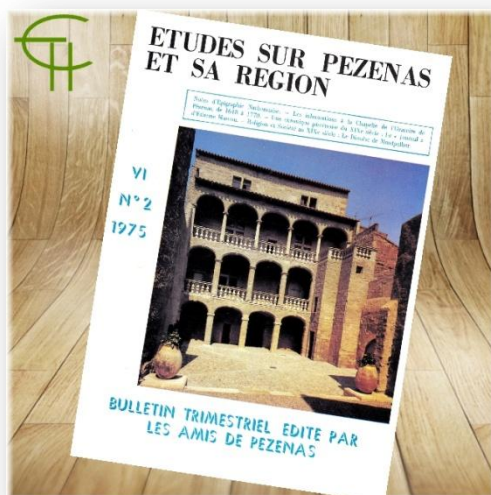
Article : Religion et Société au XIX^e siècle : Le Diocèse de Montpellier



Auteur (s) :Raymond HUARD

Nombre de pages : 6

Année de parution : 1975



Religion et Société au XIX^e siècle

Le Diocèse de Montpellier

par Raymond HUARD

Après avoir publié en 1968 une remarquable *Géographie religieuse de l'Hérault contemporain* (1), bien enracinée dans l'histoire de la région, G. Cholvy a soutenu brillamment en 1972, sa thèse de doctorat ès lettres : *Religion et Société au XIX^e siècle, le diocèse de Montpellier* (2). Œuvre importante parce qu'elle couvre un siècle d'histoire du département et permet ainsi de saisir sur une longue durée, l'évolution de l'instruction et de la pratique religieuses dans une société qui se transforme assez profondément, et dans un département contrasté (hautes terres de l'Ouest et du Nord Ouest, plaine viticole de l'Est) ; œuvre intéressante aussi grâce aux choix méthodologiques de l'auteur : G. Cholvy maintient un juste équilibre entre l'étude des masses et celle des élites, entre la description de l'évolution lente des structures, et la mise en valeur des chocs conjoncturels, des « temps forts ». L'objectif était de montrer les caractères spécifiques du diocèse, et au-delà, d'établir une hiérarchie des facteurs de l'évolution religieuse, question sur laquelle G. Cholvy est revenu dans une mise au point plus récente (3).

Il est ambitieux de vouloir résumer l'apport des 1663 pages de cette thèse, hélas non publiée en librairie (Misère de la recherche scientifique dans la France de 1975 !), consultable donc seulement en bibliothèque. La préparation, sous la direction de G. Cholvy d'une histoire du diocèse de Montpellier depuis ses origines, nous permet d'espérer que la substance de l'ouvrage sera bientôt mise à la disposition d'un plus large public. Nous ne pourrions ici qu'insister sur les aspects qui, à nos yeux, sont les plus saillants.

G. Cholvy a divisé son étude en trois grandes parties : un bilan initial à la veille du concordat, un tableau de la restauration catholique de 1803 jusqu'à 1851, époque pendant laquelle les transformations économiques et sociales sont encore limitées enfin une étude des réactions de l'Église face aux bouleversements économiques de la seconde moitié du siècle (1851-1890). Le trait commun de cette dernière période à ses yeux, c'est que l'Église y adopte, pour résister au déclin qui la menace, une « pastorale de préservation ». Pour la commodité du compte-rendu, nous introduirons une coupure supplémentaire dont l'auteur d'ailleurs ne méconnaît pas l'importance, celle des années 1873-77 : la fin de la prospérité avec les effets du phylloxera, la victoire républicaine avec la fin de l'ordre moral, l'arrivée en 1873 de Mgr de Cabrières, évêque méridional, légitimiste et « fougueusement romain » nous paraissent bien introduire une époque nouvelle dans les relations entre l'évêque et son clergé comme dans les relations entre l'Église et le siècle.

La restauration catholique

Au début du siècle, le diocèse effrayait les candidats et le premier évêque concordataire, Mgr Rollet n'y arriva qu'en 1803. La lutte des prêtres réfractaires et des constitutionnels y avait été vive : 48,3 % des curés avaient accepté la constitution civile du clergé. Il fallut donc d'abord unifier le clergé en faisant rentrer dans le giron - à des conditions d'ailleurs très dures, et en fin de compte très incomplètement - le clergé constitutionnel soutenu parfois par la population (région de Saint-Pons), il fallut imposer l'ancien clergé réfractaire à des fidèles parfois réticents. On dut enfin restaurer la discipline, trouver des locaux pour le culte, régler avec les autorités les problèmes administratifs (fêtes, exercice du culte à l'extérieur des églises etc.).

On ne put remédier au manque criant de prêtres, ni rétablir vraiment l'unité du clergé. L'évêque s'épuisa à la tâche et, pris entre son clergé et le pouvoir civil, fut finalement contraint de démissionner en 1806. Il avait malgré tout frayé la voie.

Avec la nomination en 1806 d'un nouvel évêque, Mgr Fournier, ancien chapelain de l'Empereur, commence une ère plus favorable pour la restauration catholique. Et ceci d'autant plus que le département, à cette époque, ne connaît pas de véritable révolution économique malgré l'essor du port de Sète et la construction des premiers chemins de fer. Les mouvements paysans postérieurs à la révolution de 1830 font peur, mais ne menacent pas sérieusement l'ordre établi, les grèves ouvrières ne concernent guère que le Lodévois. Si les oppositions politiques, républicaine et légitimiste à partir de 1830, sont relativement puissantes, elles tendent à être affaiblies par la prospérité économique. Les deux évêques qui se succèdent dans le diocèse, Mgr Fournier (1806-1834) puis Mgr Thibault (1834-1861) étaient tous deux de bons administrateurs fidèles au régime en place, peu favorables à l'ultra montanisme. Ils n'évitèrent pas les conflits inévitables avec un clergé très frondeur. Leur œuvre fut néanmoins importante et la restauration catholique progressa. Le manque de prêtres ne se résorba que lentement surtout dans les villes, mais des séminaires furent créés (Saint-Pons 1823) des églises réparées, en attendant que sous la Monarchie de Juillet, on puisse en construire de nouvelles. Les nouveaux prêtres, issus du milieu populaire, s'intéressaient peu aux débats d'idées ; on les avait formés pour qu'ils remplissent leurs tâches et dans leur majorité ils le faisaient : l'isolement, le milieu peu stimulant des campagnes pesaient sur eux : les conférences ecclésiastiques n'avaient qu'un succès médiocre. Dans le même temps, les Congrégations, celles de femmes surtout augmentèrent en nombre. Les frères des écoles chrétiennes se réinstallèrent dans les écoles urbaines dès la fin de l'Empire. Ils furent, jusqu'en 1833, les seuls maîtres à avoir reçu une formation et au milieu du XIX^e siècle, leurs activités étaient en plein essor dans le diocèse.

La piété progressa donc ; elle était favorisée par le développement de la scolarisation, « le facteur le plus favorable à l'assiduité vis-à-vis de l'enseignement religieux », par la réapparition des associations pieuses féminines, par les missions portées d'abord sur le spectaculaire comme celle de Montpellier en 1821, puis assagies et pénétrant efficacement dans les villages après 1830. Un sursaut de ferveur marqua même les débuts de la Monarchie de Juillet, leçon sans doute des échecs politiques de la Restauration. La religion populaire est alors « romantique », attachée au merveilleux, favorable déjà à la dévotion mariale et au culte des saints, Saint-Eutrope, Saint-Roch vers qui l'on se tourne en ces temps de choléra (1832 et 1849). C'est l'apogée des pénitents, reconstitués depuis le début de l'Empire. Dans les classes dirigeantes, l'aristocratie reste fidèle et parfois la bourgeoisie, comme à Montpellier. G. Cholvy conclut cependant au détachement prononcé des notables, dans les villes et dans les petits bourgs, d'une grande partie du diocèse.

Crise mennaisienne, question sociale, les deux principales nouveautés auxquelles l'Église est confrontée, ne bouleversent guère le clergé de l'Hérault. Dans les milieux les plus cultivés et surtout chez les jeunes (l'abbé d'Alzon), les idées de Lamennais provoquèrent un certain ébranlement. Mais on retint de l'enseignement de Lamennais moins le libéralisme que l'ultramontanisme. Après 1834, les *Paroles d'un Croyant* eurent un succès immense. Curiosité plus que conviction, sans doute. La condamnation de Lamennais ne fut pas contestée. Dans la Monarchie de Juillet, la question sociale commença à préoccuper les catholiques : Mgr Thibault lui consacre la moitié de ses mandements sans proposer d'autre solution que la charité et le retour aux principes moraux. Les conférences de Saint-Vincent de Paul (celle de Montpellier se crée en 1839) réalisent un contact limité avec le monde ouvrier.

Pendant ce temps, la vitalité des cultes non catholiques, des protestants surtout, n'est pas moins grande. L'époque est favorable à un éveil intellectuel l'essor de la Franc-maçonnerie qui renaît à partir du Consulat et se démocratise quelque peu sous la Monarchie de Juillet, la pénétration, ponctuelle, des idées saint-simoniennes, sont un témoignage des interrogations et des espoirs des hommes de l'époque.

La révolution de 1848 secoue cette société qui paraissait bien assise. La crise qui affecte l'économie, la société, le gouvernement, ébranle les certitudes intellectuelles. Certains catholiques sont tentés par la démocratie chrétienne comme en témoigne la parution à Montpellier du journal *La Concorde*. Le clergé joue un rôle appréciable dans la vie politique pendant les premiers mois de la République. Mgr Thibault est candidat à la Constituante. Dans les mois qui suivent, l'abbé de Genoude affronte deux fois le corps électoral (juin et septembre 1848). A partir de 1849 le clergé héraultais, à l'exception de quelques Curés rouges, se range évêque en tête, du côté du parti de l'ordre. Cette adhésion favorise le développement d'un anticléricalisme républicain : à Paulhan en 1849 on crie : à bas Dieu ! N'imaginons pas cependant que le clergé est entièrement absorbé par les préoccupations politiques ; gallicans et ultramontains continuent à s'y affronter à l'occasion, par exemple, du concile provincial d'Avignon en décembre 1849.

Le coup d'état de 1851 creuse un fossé entre l'Église et les milieux populaires. L'Église s'est, en effet, ralliée au nouveau régime, le clergé a prêché la morale et la résignation. Si des prêtres ont pu favoriser individuellement des mesures de clémence, l'Église en tant que corps n'en subit pas moins un discrédit que G. Cholvy croit voir transparaître à travers la chute du nombre des vocations. Le coup d'état accentue aussi l'opposition entre l'Ouest du département, le plus touché par la répression après les rassemblements de Béziers et les troubles de Bédarieux, et l'Est où des mesures préventives ont empêché le déclenchement d'un mouvement populaire.

Face aux transformations économiques

Mais 1851, c'est aussi le début d'une ère nouvelle, la révolution économique va bouleverser les structures. L'Église pourra-t-elle s'adapter à ces grands changements ?

L'âge d'or est là en effet, fruit de la viticulture et des chemins de fer conjugués. Enrichissement prodigieux qui modifie l'équilibre social dans le village et les conditions de vie, y développe le goût d'un certain luxe, de la sociabilité du jeu, etc. La fécondité s'effondre. Descendus de la montagne, les *gavachs* viennent combler les vides et fournir la main-d'œuvre nécessaire à la culture de la vigne. Ainsi la montagne, où la vie économique ne se modifie guère, se déprolétarise et les traditions peuvent s'y maintenir, tandis que la ville et les villages de la plaine où les anciens habitants enrichis prennent plus d'indépendance à l'égard des notables et des prêtres intègrent plus ou moins bien les déracinés. Ces mouvements profonds auxquels il faut joindre le ressentiment durable qu'a suscité le coup d'état expliquent que, malgré les facilités données à l'Église par le gouvernement impérial, malgré la flambée de religiosité que provoque l'épidémie de choléra en 1854, les progrès de l'indifférence soient sensibles dès 1857. Doit-on incriminer aussi l'essor de l'instruction ? G. Cholvy ne croit guère qu'ils soient susceptibles d'agir sur la foi et il a raison de souligner que la présence à l'école signifie présence au catéchisme. Le recul du patois est plus favorable à la religion qu'il ne lui est adverse ; l'instituteur n'est pas généralement antireligieux. Ne négligeons pas en outre, les effets de la rupture entre l'Église et le gouvernement impérial à l'occasion des affaires d'Italie après 1859. Ce conflit donne plus d'indépendance aux populations qui voient le gouvernement combattre les prétentions ecclésiastiques. Les efforts de la propagande républicaine, constante malgré la surveillance, vont dans le même sens. Dès 1870-71, bien plus tôt que dans d'autres départements, on verra des municipalités importantes Béziers, Sète, Clermont-l'Hérault éliminer les enseignants congréganistes. Le mouvement en faveur des obsèques civiles est dans l'Hérault particulièrement précoce (celles du républicain Granier ont lieu à Sète, n décembre 1869).

Mais l'Église ? Que fait-elle, face à l'irruption de la modernité ? Les évêques, Mgr Thibault jusqu'en 1861, puis Mgr Lecourtier ne semblent pas avoir exercé une très grande influence sur le clergé : le premier, jugé trop gallican, était en lutte avec un clergé très romain, le second, peu au courant des choses du Midi, âgé, fréquemment absent, ne put s'imposer et jugea le diocèse « ingouvernable ». Si le recrutement du clergé se maintint, malgré une baisse des ordinations dans la première moitié du Second Empire, on constate un certain vieillissement. Les prêtres sont en nombre insuffisant, moins dans l'absolu que par suite des effets de l'évolution démographique (la croissance des villes) auxquels l'organisation ecclésiastique s'adapte assez ►



*M. A. Cardinalis de Cabrières,
Episcopus Montipell.*

Monseigneur de Cabrières.

► mal. En revanche, le niveau d'instruction des futurs prêtres s'améliore. Les Congrégations progressent très nettement : entre 1847 et 1861, les congrégations d'hommes passent de 18 à 39, celles de femmes de 66 à 150. Les frères des écoles chrétiennes étendent leur implantation et atteignent leurs effectifs scolaires maxima. Les œuvres, associant les laïcs, se multiplient (Sociétés de Saint-Vincent de Paul, Comités catholiques surtout, fondés entre 1872 et 1876). Malgré les progrès de la déchristianisation, l'influence de l'Église demeure donc considérable. G. Cholvy note pourtant des signes inquiétants. L'intervention plus fréquente du Vatican dans l'administration du diocèse affaiblit l'autorité des évêques et ce n'est pas le petit noyau des catholiques libéraux soutenus par Mgr Maret, doyen de la Faculté de Théologie de la Sorbonne, qui peut résister au déferlement de l'ultramontanisme. Ce dernier marque aussi la piété : il impose un culte expressionniste ostentatoire qui favorise la confusion entre la simple religiosité et le christianisme authentique. C'est l'époque des pèlerinages (à Lourdes à partir de 1872) ; le diocèse est consacré au Sacré-Cœur en juin 1873.

La pastorale de préservation a donc été efficace. Les grandes difficultés sont pour plus tard.

L'Église sur la défensive

A partir des années 1873-76, le climat économique, social, politique se modifie profondément. Le phylloxéra ruine les petits propriétaires, les force à l'exode comme les ouvriers agricoles. La population se renouvelle lors de la reconstitution du vignoble dans les années 1881-84 par l'apport de nouveaux travailleurs, *gavachs*, mais aussi italiens et espagnols. Tous ces brassages ne sont guère favorables au maintien des traditions religieuses, dans la plaine surtout, même si le détachement n'a rien d'absolument fatal. En même temps, le régime républicain s'implante : jusqu'au ralliement, l'Église demeure l'adversaire politique du nouveau pouvoir dont les mesures la réduiront à la défensive. Au plan diocésain, depuis 1873 l'évêque de Montpellier, Mgr de Cabrières est un enfant du pays, légitimiste et ultramontain fervent. Porté par son milieu, il ne fera rien pour améliorer les rapports entre l'État et le clergé héraultais. Bien au contraire, il s'associe à la politique conservatrice du Ministère de Broglie en 1877 combat plus tard la fête du 14 juillet, refuse de demander la reconnaissance légale des congrégations ; il s'opposera à mots couverts au Ralliement. Il devient ainsi, pour la France entière, l'exemple de l'évêque réactionnaire, et dans son diocèse, va à contre-sens de la majorité des Héraultais.

Car l'offensive anticléricale prend de l'ampleur Les municipalités interdisent les processions (Béziers 1879). La presse y contribue avec la parution à partir de 1876 du *Petit Méridional*. Contre les « kroumirs en robe », on invoque les anciennes persécutions et la croisade des albigeois, mieux connue depuis l'ouvrage de N. Peyrat paru à partir de 1870. Cet anticléricalisme est-il un « nouveau conformisme » ? La formule est sévère, car si l'expression de l'anticléricalisme est parfois inutilement agressive, il faut le comprendre comme une réaction après des années de sujétion.

Dès lors le clergé héraultais n'a guère qu'une issue, l'appui sur les notables, le plus souvent légitimistes (ils aideront à fonder *l'Éclair* en 1881), la défense des positions acquises dans le domaine de l'enseignement, le maintien des œuvres destinées à protéger le troupeau des fidèles contre la contamination. Le recul ainsi est limité on assiste même dans les années 1885-90 à un réveil religieux qui facilite le recrutement sacerdotal.

Au terme de sa longue et riche étude, G. Cholvy s'interroge sur l'efficacité respective des différents facteurs de l'évolution. Il accorde la première place au poids de l'histoire antérieure, qui s'exerce différemment d'ailleurs selon les régions, soit qu'il renforce ici le traditionalisme et freine les changements, soit qu'il affaiblisse là les forces de résistance et facilite les mutations. Viennent en second lieu les transformations économiques et sociales, particulièrement marquées dans le département. Les responsabilités propres de

l'Église et l'action de ses adversaires n'interviennent qu'en dernier ressort. La question principale demeure celle-ci : comment expliquer la résistance des traditions alors qu'évoluent très fortement les conditions sociales, économiques, politiques ? La permanence des idéologies à travers les bouleversements sociaux est bien connue. Elle ne saurait cependant suffire à rendre compte de cette résistance. Ne faut-il pas individualiser les traditions en fonction des milieux sociaux qui en sont les porteurs et que l'évolution économique et sociale ne touche peut-être pas au même degré ? G. Cholvy nous conduit ainsi vers de nouvelles études. N'est-ce pas le plus beau mérite, au terme de ses travaux d'un chercheur ?

Raymond HUARD
Université Paul Valéry
Histoire Contemporaine

NOTES

1. G. Cholvy, *Géographie religieuse de l'Hérault contemporain*, Préf. 1968, 516 p.
2. *Religion et société au XIX^e siècle : le diocèse de Montpellier*, 2 vol. Lille 1973 (dact)
3. *Religion et société au XIX^e siècle : le diocèse de Montpellier*, Information historique, Nov-Déc. 1973, p. 225-31.

Année de parution : 1975

AU SOMMAIRE DU VOLUME 1975 n° 2



Michel CHRISTOL,

[Notes d'épigraphie Narbonnaise, \(II\), L'origine de quelques familles arlésiennes :](#)

Paul FABRIS,

[Les inhumations à la chapelle de l'Oratoire de Pézenas, de 1618 à 1770 :](#)

Claude ALBERGE,

[Une chronique piscénoise du XIX^e siècle : Le « Journal » d'Etienne Mascou :](#)

Raymond HUARD,

[Religion et Société au XIX^e siècle : Le Diocèse de Montpellier.](#)

<https://www.etudesheraultaises.fr/>

tudes
éroultaises

